

Mémorial

du

Grand-Duché de Luxembourg



Mémorial

des

Großherzogtums Luxemburg.

Jeudi, le 10 octobre 1957.

N° 58

Donnerstag, den 10. October 1957.

Arrêté grand-ducal du 11 juillet 1957, portant nouvelle fixation des indemnités revenant aux membres du Collège Médical.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu les articles 12 et 45 de la loi du 6 juillet 1901, concernant l'organisation et les attributions du Collège Médical ;

Revu Notre arrêté du 10 novembre 1948, portant nouvelle fixation des indemnités et frais de voyage revenant aux membres du Collège Médical ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Santé Publique, de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Par dérogation à l'article 1^{er}, alinéa 5, de Notre arrêté du 10 novembre 1948, le jeton de présence revenant aux membres suppléants et aux membres adjoints du Collège Médical, pour leur assistance aux réunions de ce corps, est fixé à 400,— francs par séance.

Art. 2. Notre Ministre de la Santé Publique et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Mémorial*.

Palais de Luxembourg, le 11 juillet 1957.

Charlotte.

Le Ministre de la Santé Publique,

Emile Colling.

Le Ministre des Finances,

Pierre Werner.

Arrêté grand-ducal du 7 octobre 1957 complétant l'arrêté grand-ducal du 20 août 1957, établissant un droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu la loi du 6 juin 1923 autorisant le pouvoir exécutif à réglementer l'importation, l'exportation et le transit de certains objets, denrées et marchandises ;

Vu la Convention du 23 mai 1935 instituant entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique un régime commun en matière de réglementation des importations, des exportations et du transit et la loi du 15 juillet 1935 approuvant ladite Convention ;

Vu la loi du 14 juin 1954 portant approbation de l'Accord de Préunion entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Royaume des Pays-Bas, signé à Luxembourg, le 15 octobre 1949, ainsi que de six autres actes internationaux conclus en vue de promouvoir l'Union économique entre le Luxembourg, la Belgique et les Pays-Bas ;

Vu l'arrêté grand-ducal du 20 janvier 1955 relatif à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises ;

Vu l'arrêté grand-ducal du 20 août 1957 établissant un droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires;

Vu l'avis de la Commission Administrative Mixte Belgo-Luxembourgeoise;

Vu l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866 sur l'organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur, de Notre Ministre des Affaires Economiques, de Notre Ministre des Finances, de Notre Ministre de l'Agriculture et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Le montant du droit spécial fixé à l'article 1^{er} de l'arrêté grand-ducal du 20 août 1957 précité est modifié comme suit, pour chaque produit ou groupe de produits mentionnés ci-dessous :

N° du tarif douanier	PRODUITS	Montant maximum par 100 kg
76	Gruaux, semoules et grains de céréales mondés ou perlés :	
	c) d'avoine :	96 fr.
ex 89	Plantes, parties de plantes, graines et fruits à usage alimentaire ou fourrager non dénommés ni compris ailleurs :	
	f) autres, y compris les pelures et autres déchets utilisables de pommes, poires, etc., contenant des céréales et/ou des dérivés de céréales autres que le riz	25 fr.
ex 168	Déchets d'origine végétale non dénommés ailleurs pour l'alimentation, contenant des céréales et/ou des dérivés de céréales autres que le riz	50 fr.
ex 169	Préparations fourragères mélassées contenant des céréales et/ou des dérivés de céréales	60 fr.
ex 170	Aliments préparés pour les animaux non dénommés ailleurs, contenant des céréales et/ou des dérivés de céréales	60 fr.

Art. 2. Nos Ministres des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur, des Affaires Economiques, des Finances et de l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur le jour de sa publication au *Mémorial*.

Palais de Luxembourg, le 7 octobre 1957.

Charlotte.

*Pr. Le Ministre des Affaires Etrangères
et du Commerce Extérieur,
Le Ministre de l'Education Nationale,
Pierre Frieden.*

*Pr. le Ministre des Affaires Economiques,
Le Commissaire général
aux Affaires Economiques.
Paul Wilwertz.*

*Pr. le Ministre des Finances,
Le Ministre de l'Education Nationale,
Pierre Frieden.*

*Pr. le Ministre de l'Agriculture,
Emile Colling.*

Arrêté ministériel du 26 septembre 1957 portant institution d'une commission du camping.

*Le Commissaire Général aux Affaires Economiques
et au Tourisme, Membre du Gouvernement,*

Vu la loi du 11 juillet 1957 portant réglementation du camping ;

Vu l'arrêté grand-ducal du 29 juillet 1957 concernant le classement et les conditions d'installation des terrains de camping ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Il est institué une commission du camping avec pour mission :

a) de proposer l'octroi ou le refus de l'autorisation concernant l'ouverture ou le maintien d'un terrain de camping à délivrer conformément à l'art. 2 de la loi du 11 juillet 1957 portant réglementation du camping ;

b) de formuler des avis sur la classification des terrains de camping telle qu'elle a été prévue à l'art. 3 de l'arrêté grand-ducal du 29 juillet 1957 concernant le classement et les conditions d'installation des terrains de camping ;

c) de proposer le retrait ou la suspension de l'autorisation délivrée conformément à la loi du 11 juillet 1957 susdite, si le terrain de camping ne remplit plus les conditions prévues ;

d) de fournir son avis sur toutes les questions concernant l'exécution de la loi sur le camping.

Art. 2. La commission comprendra :

un fonctionnaire du Ministère des Affaires Economiques et du Tourisme qui assumera la charge de président ;

un délégué du Ministère de la Santé publique ;

un délégué du Ministère de l'Intérieur ;

un délégué du Ministère des Travaux publics ;

un délégué de l'Education Nationale, de la Famille et de la Population ;

un délégué du Ministère de la Justice ;

un délégué de l'Office Luxembourgeois de Tourisme ;

un délégué de la Fédération Nationale des Eclaireurs Luxembourgeois (F.N.E.L.) ;

un délégué de la Fédération des Scouts du Luxembourg ;

un délégué de la Fédération de Canoé et de Camping ;

un délégué de l'Automobile Club ;

un délégué du Touring Club ;

un fonctionnaire du Ministère des Affaires Economiques et du Tourisme qui assumera les fonctions de secrétaire.

Art. 3. La commission établira le règlement relatif à ses travaux.

Art. 4. Le présent arrêté sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 26 septembre 1957.

*Le Commissaire Général aux Affaires
Economiques et au Tourisme,
Membre du Gouvernement.
Paul Wilwertz.*

Arrêté ministériel du 1^{er} octobre 1957 relatif au tarif des droits d'entrée et à l'importation de produits visés par le traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.

Le Ministre des Finances,

Vu l'article 4 de la Convention du 25 juillet 1921, établissant une Union Economique entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique et l'article 6 de l'arrêté grand-ducal du 24 avril 1922 ;

Vu la loi du 23 juillet 1947 portant approbation de la Convention douanière signée à Londres, le 5 septembre 1944 entre les Gouvernements du Luxembourg, de la Belgique et des Pays-Bas, ainsi que du Protocole de cette Convention dressé à La Haye, le 14 septembre 1947 ;

Vu la loi du 23 juin 1952 portant approbation du Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier et des Actes Complémentaires, signés à Paris, le 18 avril 1951 (1);

Vu l'arrêté royal belge du 21 septembre 1957 relatif au tarif des droits d'entrée et à l'importation de produits visés par le traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier;

Après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Arrête :

Article unique. L'arrêté royal belge susvisé du 21 septembre 1957 sera publié au *Mémorial* pour être exécuté dans le Grand-Duché à partir du 1^{er} octobre 1957.

Luxembourg, le 1^{er} octobre 1957.

Pour le Ministre des Finances,
Le Ministre de l'Education Nationale,
Pierre Frieden.

(1) *Memorial* 1952, page 695.

Arrêté royal belge du 21 septembre 1957, relatif au tarif des droits d'entrée et à l'importation de produits visés par le traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier.

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, *Salut.*

Vu la loi du 5 septembre 1947, approuvant la convention douanière entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, signée à Londres le 5 septembre 1944, et le protocole à cette convention, signé à La Haye le 14 mars 1947, notamment l'article 2, littera b et c, de cette loi ;

Vu les arrêtés du Régent du 23 décembre 1947,(1) du 26 février 1949,(2) du 28 juin 1949,(3) du 17 novembre 1949,(4) du 22 décembre 1949,(5) du 26 mai 1950,(6) et les arrêtés royaux du 26 septembre 1950,(7) du 18 mai 1951,(8) du 20 novembre 1951,(9) du 19 mars 1953,(10) du 24 avril 1953,(11) des 16(12) et 28 juillet 1953,(13) du 16 décembre 1953,(14) du 28 juillet 1954,(15) du 15 septembre 1954,(16) du 24 janvier 1955,(17) du 24 décembre 1955,(18) du 27 mai 1956,(19) et du 10 août 1956,(20) modifiant le tarif des droits d'entrée annexé à la dite convention ;

Vu la loi du 25 juin 1952, approuvant le traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, ainsi que ses annexes, les protocoles joints et la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951, notamment les articles 4,a, 72 et 79 de ce traité, ainsi que les §§ 8, 9 et 15 de la convention relative aux dispositions transitoires ;

Vu les arrêtés royaux du 24 avril 1953,(21) du 29 juillet 1953,(22) du 29 juillet 1954, (23) du 16 septembre 1954, (24) du 12 février 1955(25) du 27 décembre 1955,(26) et du 22 novembre 1956,(27) relatifs à l'importation de produits visés par le traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier ;

-
- | | | |
|------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|
| (1) <i>Mémorial</i> 1947, p. 1035. | (10) <i>Mémorial</i> 1953, p. 351. | (19) <i>Mémorial</i> 1956, p. 756 |
| (2) <i>Mémorial</i> 1949, p. 188. | (11) <i>Memorial</i> 1953, p. 423. | (20) <i>Memorial</i> 1956, p. 1059. |
| (3) <i>Mémorial</i> 1949, p. 792. | (12) <i>Mémorial</i> 1957, p. 1044. | (21) <i>Mémorial</i> 1953, p. 439. |
| (4) <i>Mémorial</i> 1949, p. 1108. | (13) <i>Mémorial</i> 1953, p. 1075. | (22) <i>Mémorial</i> 1953, p. 1077. |
| (5) <i>Mémorial</i> 1950, p. 56. | (14) <i>Mémorial</i> 1954, p. 28. | (23) <i>Mémorial</i> 1954, p. 1262. |
| (6) <i>Mémorial</i> 1950, p. 750. | (15) <i>Memorial</i> 1954, p. 1266. | (24) <i>Memorial</i> 1954, p. 1361. |
| (7) <i>Mémorial</i> 1950, p. 1238. | (16) <i>Mémorial</i> 1954, p. 1357. | (25) <i>Mémorial</i> 1955, p. 496. |
| (8) <i>Mémorial</i> 1951, p. 885. | (17) <i>Mémorial</i> 1955, p. 274. | (26) <i>Mémorial</i> 1956, p. 42. |
| (9) <i>Mémorial</i> 1951, p. 1432. | (18) <i>Mémorial</i> 1956, p. 36. | (27) <i>Mémorial</i> 1956, p. 1267. |

.....
 Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le tarif des droits d'entrée annexé à la convention douanière belgo-luxembourgeoise-néerlandaise est modifié conformément au tableau I annexé au présent arrêté.

Art. 2. Le tableau I annexé à l'arrêté royal du 24 avril 1953 précité est modifié conformément aux indications du tableau II annexé au présent arrêté.

Art. 3. § 1^{er}. Pendant la période du 1^{er} octobre au 31 décembre 1957, le droit d'entrée prévu au tarif annexé à la convention douanière belgo-luxembourgeoise-néerlandaise ne sera pas perçu pour les marchandises désignées ci-après :

N ^o du tarif	Désignation des marchandises
701 a 1	Ebauches en rouleaux pour tôles, en fer ou en acier, non plaquées, d'une largeur de moins de 1,50 m.

§ 2. Est également suspendue, pendant la même période et pour les mêmes marchandises, la perception du droit d'entrée prévu au tableau I annexé à l'arrêté royal du 24 avril 1953 précité.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 1957.

Art. 5. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Ciergnon, le 21 septembre 1957.

BAUDOUIN.

ANNEXES.

TABLEAU I.
 Notes générales au chapitre 63.

Insérer, après le littéra r de la Note générale 1, un littéra s libellé comme suit:

s. *Fer-blanc* (n^{os} 707 et 709):

les feuillards et les tôles recouverts d'une couche métallique d'une teneur en étain égale ou supérieure à 97 p. c., que ces produits soient revêtus ou non d'une couche de vernis.

N ^{os}	DÉNOMINATION DES MARCHANDISES	Droits applicables
707	Tôles de fer ou d'acier, laminées à chaud ou à froid, planes, ouvrées à la surface :	
	a) sans changement	sans changement
	b) Autres tôles :	
	1. sans changement	sans changement
	2. plaquées, revêtues ou autrement traitées à la surface :	
	A et B. sans changement	sans changement
	C. étamées :	
	I. Fer-blanc	4 p. c.
	II. autres	4 p. c.
	D et E. sans changement	sans changement
709	Feuillards en fer ou en acier, laminés à chaud ou à froid :	
	a) sans changement	sans changement
	b) simplement laminés à froid, même décapés :	
	1. destinés à faire le fer-blanc (présentés en rouleaux) (1)	6 p. c.

(1) (Maintien du renvoi existant.)

Nos	DÉNOMINATION DES MARCHANDISES	Droits applicables
	2. autres	6 p. c.
	c) plaqués, revêtus ou autrement traités à la surface :	
	1 et 2. sans changement	sans changement
	3. étamés :	
	A. Fer-blanc, d'une épaisseur :	
	I. de plus de 0,35 mm	6 p. c.
	II. de 0,35 mm ou moins	4 p. c.
	B. autres, d'une épaisseur :	
	I. de plus de 0,35 mm	6 p. c.
	II. de 0,35 mm ou moins	4 p. c.
	4 et 5. sans changement	sans changement
	d) sans changement	sans changement
710	Aciers alliés et acier fin au carbone, sous les formes indiquées aux nos 699 à 709 inclus :	
	a) Acier fin au carbone :	
	1. Lingots, blooms, billettes, brames, largets :	
	A. sans changement	sans changement
	B. autres :	
	I. Lingots	1 p. c.
	II. Blooms, billettes, brames, largets.....	2 p. c.
	2. sans changement	sans changement
	3. Ebauches en rouleaux pour tôles; larges plats :	
	A. sans changement	sans changement
	B. Larges plats	4 p. c.
	4. Barres (y compris le fil machine et les barres creuses pour le forage des mines) et profilés :	
	A, B et C. sans changement	sans changement
	D. plaqués ou ouvrés à la surface (polis, revêtus, etc.) :	
	I. simplement plaqués de métaux communs :	
	aa. laminés ou filés à chaud :	
	41. Barres ; profilés non percés	4 p. c.
	42. Profilés percés.....	8 p. c.
	bb. obtenus ou parachevés à froid :	
	41. Barres ; profilés non percés	4 p. c.
	42. Profilés percés.....	8 p. c.
	II. autres :	
	aa. Barres ; profilés non percés	4 p. c.
	bb. Profilés percés	8 p. c.
	5. sans changement	sans changement
	6. Tôles :	
	A, B et C, sans changement	sans changement
	D. polies, plaquées, revêtues ou autrement traitées à la surface....	4 p. c.
	E. autrement façonnées ou ouvrées :	
	I. simplement découpées de forme autre que carrée ou rectangulaire	4 p.c.
	II. sans changement	sans changement

Nos	DÉNOMINATION DES MARCHANDISES	Droits applicables
	7. sans changement	sans changement
b)	Aciers alliés :	
	1. Lingots, blooms, billettes, brames, largets :	
	A. sans changement	sans changement
	B. autres :	
	I. Lingots	1 p. c.
	II. Blooms, billettes, brames, largets	2 p. c.
	2. sans changement	sans changement
	3. Ebauches en rouleaux pour tôles; larges plats :	
	A. sans changement	sans changement
	B. Larges plats	4 p. c.
	4. Barres (y compris le fil machine et les barres creuses pour le forage des mines) et profilés :	
	A, B et C. sans changement	sans changement
	D. plaqués ou ouvrés à la surface (polis, revêtus, etc.) :	
	I. simplement plaqués de métaux communs :	
	aa. laminés ou filés à chaud :	
	41. Barres ; profilés non percés	4 p. c.
	42. Profilés percés	8 p. c.
	bb. Obtenus ou parachevés à froid :	
	41. Barres ; profilés non percés	4 p. c.
	42. Profilés percés	8 p. c.
	II. autres :	
	aa. Barres ; profilés non percés	4 p. c.
	bb. Profilés percés	8 p. c.
	5. sans changement	sans changement
	6. Tôles :	
	A. sans changement	sans changement
	B. Autres tôles :	
	I, II et III. sans changement	sans changement
	IV. polies, plaquées, revêtues ou autrement traitées à la surface.	4 p. c.
	V. autrement façonnées ou ouvrées :	
	aa. simplement découpées de forme autre que carrée ou rectangulaire	4 p. c.
	bb. sans changement	sans changement
	7. sans changement	sans changement

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 21 septembre 1957.

BAUDOUIN.

TABLEAU II.

707	Tôles de fer ou d'acier, laminées à chaud ou à froid, planes, ouvrées à la surface:	
	a) sans changement	sans changement
	b) Autres tôles :	
	1. sans changement	sans changement

Nos	DÉNOMINATION DES MARCHANDISES	Droits applicables
	2. plaquées, revêtues ou autrement traitées à la surface :	
	C. étamées :	
	I. Fer-blanc	18 p. c.
	II. Autres	18 p. c.
	D et E. sans changement	sans changement
709	Feuillards en fer ou en acier, laminés à chaud ou à froid:	
	a) sans changement	sans changement
	b) simplement laminés à froid, même décapés :	
	1. destinés à faire le fer-blanc (présentés en rouleaux) (1)	18 p. c.
	c) plaqués, revêtus ou autrement traités à la surface :	
	3. étamés :	
	A. Fer-blanc, d'une épaisseur :	
	I. de plus de 0,35 mm	18 p. c.
	II. de 0,35 mm ou moins	18 p. c.
	5. sans changement	sans changement
710	Aciers alliés et acier fin au carbone, sous les formes indiquées aux nos 699 à 709 inclus :	
	a) Acier fin au carbone :	
	1. Lingots, blooms, billettes, brames, largets :	
	B. autres :	
	I. Lingots	7 p. c.
	II. Blooms, billettes, brames, largets	8 p. c.
	3. Ebauches en rouleaux pour tôles ; larges plats :	
	A. sans changement	sans changement
	B. Larges plats	8 p. c.
	4. Barres (y compris le fil machine et les barres creuses pour le forage des mines) et profilés :	
	B. sans changement	sans changement
	D. plaqués ou ouvrés à la surface (polis, revêtus, etc.) :	
	I. simplement plaqués de métaux communs :	
	aa. laminés ou filés à chaud :	
	41. Barres ; profilés non percés	15 p. c.
	42. Profilés percés	15 p. c.
	5. sans changement	sans changement
	6. Tôles :	
	A, B et C. sans changement	sans changement
	D. polies plaquées, revêtues ou autrement traitées à la surface.....	11 p. c.
	E. autrement façonnées ou ouvrées:	
	I. simplement découpées de forme autre que carrée ou rectangulaire	11 p. c.
	b) Aciers alliés :	
	1. Lingots, blooms, billettes, brames, largets :	

(1) Ne sont admis à ce régime que les feuillards à l'égard desquels il est justifié, à la satisfaction de la douane, qu'ils sont réellement destinés à l'usage indiqué.

N ^{os}	DÉNOMINATION DES MARCHANDISES	Droits applicables
	<i>B.</i> autres :	
	I. Lingots	7 p. c.
	II. Blooms, billettes, brames, largets.....	8 p. c.
	3. Ebauches en rouleaux pour tôles; larges plats :	
	A. sans changement	sans changement
	B. Grandes plats	9 p. c.
	4. Barres (y compris le fil machine et les barres creuses pour le forage des mines) et profilés :	
	B. sans changement	sans changement
	D. plaqués ou ouvrés à la surface (polis, revêtus, etc.):	
	I. simplement plaqués de métaux communs :	
	<i>aa.</i> laminés ou filés à chaud ;	
	41. Barres ; profilés non percés	15 p. c.
	42. Profilés percés.....	15 p. c.
	5. sans changement	sans changement
	6. Tôles:	
	A. Tôles dites « magnétiques »:	
	I. présentant quelle que soit leur épaisseur, une perte en watts inférieure ou égale à 0,75 watt	18 p. c.
	II. sans changement	sans changement
	B. Autres tôles :	
	I. II et III. sans changement	sans changement
	IV. polies, plaquées, revêtus ou autrement traitées à la surface. ..	12 p. c.
	V. autrement façonnées ou ouvrés :	
	<i>aa.</i> simplement découpées de forme autre que carrée ou rectangulaire	12 p. c.
716	Eléments de voies ferrées, en fer ou en acier : rails, contre-rails, aiguilles, pointes de coeur, croisements et changements de voies, tringles d'aiguillage, crémaillères, traverses, éclisses, selles d'assise, plaques de serrage, plaques et barres d'écartement, pour la pose et la fixation des rails :	
	<i>a)</i> Rails :	
	2. autres :	
	A. sans changement	sans changement
	B. usagés	18 p. c.
	<i>b, d et e)</i> sans changement.....	sans changement

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 21 septembre 1957.

BAUDOUIN.

**Avis. — Société Anonyme Royale Grand-Ducale des Chemins de Fer
GUILLAUME-LUXEMBOURG en liquidation.**

TIRAGE DU 9 SEPTEMBRE 1957.

4.588 obligations 3% afférentes à l'amortissement de 1957, remboursables
à partir du 2 novembre 1957 par 625.— francs.

131 à 140 10	Report 398	Report 770	Report 1133
271 » 280 10	10201 à 10210 10	24910 à 24929 20	37361 à 37370 10
321 » 330 10	10351 » 10360 10	25265 » 25269 5	37821 » 37830 10
751 » 760 10	10702 » 10710 9	25400 » 25409 10	38881 » 38890 10
831 » 840 10	11041 » 11050 10	25870 » 25879 10	39591 » 39600 10
881 » 890 10	11251 » 11260 10	26288 et 26289 2	39651 » 39660 10
1371 » 1380 10	11541 » 11550 10	26500 à 26509 10	40061 » 40080 20
1751 » 1760 10	12027 » 12030 4	26660 » 26669 10	40161 » 40170 10
1811 » 1820 10	12631 » 12640 10	26920 » 26929 10	40191 » 40200 10
1841 » 1850 10	13421 » 13430 10	27790 » 27799 10	40661 » 40670 10
1861 » 1870 10	13461 » 13470 10	28080 » 28089 10	41371 » 41380 10
1931 » 1940 10	16401 » 16410 10	28750 » 28759 10	41661 » 41670 10
2101 » 2110 10	16701 » 16710 10	28810 » 28819 10	42111 » 42120 10
2411 » 2420 10	17421 » 17430 10	28980 » 28989 10	42541 » 42550 10
2881 » 2890 10	17501 » 17510 10	29480 » 29489 10	43141 » 43150 10
3081 » 3090 10	17791 » 17800 10	29510 » 29519 10	43321 » 43330 10
3401 » 3410 10	18061 » 18070 10	29790 » 29799 10	43841 » 43850 10
4091 » 4100 10	18271 » 18280 10	31040 » 31049 10	44791 » 44800 10
5382 » 5390 9	18431 » 18440 10	31420 » 31429 10	45131 » 45140 10
5531 » 5540 10	19190 » 19199 10	31525 » 31529 5	45211 » 45220 10
5721 » 5730 10	19940 » 19949 10	31740 » 31749 10	45321 » 45330 10
5871 » 5880 10	20035 » 20039 5	32061 » 32070 10	45911 » 45920 10
6271 » 6280 10	20140 » 20149 10	32081 » 32090 10	46161 » 46170 10
6331 » 6340 10	20180 » 20189 10	32111 » 32120 10	47021 » 47030 10
6741 » 6750 10	20320 » 20329 10	32521 » 32530 10	47201 » 47210 10
6821 » 6830 10	20390 » 20399 10	32761 » 32770 10	48291 » 48300 10
6841 » 6850 10	20740 » 20749 10	33098 » 33100 3	48391 » 48400 10
6941 » 6950 10	22280 » 22289 10	33252 » 33260 9	48441 » 48450 10
7321 » 7330 10	22310 » 22319 10	33634 » 33640 7	48971 » 48980 10
7531 » 7540 10	22470 » 22479 10	33901 » 33910 10	49081 » 49090 10
7722 » 7730 9	22820 » 22823 4	34081 » 34090 10	49261 » 49270 10
7751 » 7760 10	22900 » 22909 10	34371 » 34380 10	50431 » 50440 10
7881 » 7890 10	23620 » 23629 10	34811 » 34820 10	50911 » 50920 10
8421 » 8430 10	23900 » 23909 10	34941 » 34950 10	51621 » 51630 10
8471 » 8480 10	24250 » 24259 10	35151 » 35160 10	51961 » 51970 10
8691 » 8700 10	24310 » 24319 10	35461 » 35470 10	52111 » 52120 10
9201 » 9210 10	24340 » 24349 10	36041 » 36045 5	52871 » 52880 10
9321 » 9330 10	24550 » 24559 10	36151 » 36160 10	53021 » 53030 10
9471 » 9480 10	24630 » 24639 10	36181 » 36190 10	53391 » 53400 10
9701 » 9710 10	24650 » 24659 10	36424 » 36430 7	53471 » 53480 10
A reporter 398	A reporter 770	A reporter 1133	A reporter 1533

Report 1533	Report 1970	Report 2401	Report 2854
53641 à 53650 10	66591 à 66600 10	80987 à 80990 4	96351 à 96360 10
53931 » 53940 10	67711 » 67720 10	81131 » 81140 10	96941 » 96950 10
54131 » 54140 10	67831 » 67840 10	81251 » 1	97241 » 97250 10
54491 » 54500 10	67981 » 67990 10	81761 à 81770 10	97441 » 97450 10
54911 » 54920 10	68011 » 68020 10	83011 » 83020 10	97911 » 97920 10
55801 » 55810 10	68811 » 68820 10	83331 » 83340 10	98221 » 98230 10
56551 » 56560 10	69621 » 69630 10	83731 » 83740 10	98459 et 98460 2
56611 » 56620 10	69891 » 69900 10	83821 » 83830 10	98791 à 98800 10
56851 » 56860 10	70791 » 70800 10	84101 » 84110 10	98931 » 98940 10
57281 » 57290 10	71121 » 71130 10	84481 » 84490 10	99111 » 99120 10
57391 » 57400 10	71311 » 71320 10	85821 » 85830 10	99312 » 99320 9
57551 » 57560 10	71691 et 71692 2	85951 » 85960 10	99394 » 99400 7
57801 » 57810 10	71834 à 71840 7	86301 » 86310 10	99751 » 99760 10
58251 » 58260 10	72071 » 72080 10	86351 » 86360 10	99861 » 99870 10
58291 » 58300 10	72521 » 72530 10	86941 » 86950 10	100275 » 100280 6
58761 » 58770 10	72601 » 72610 10	87301 » 87310 10	100521 » 100530 10
58896 » 58900 5	72921 » 72930 10	87801 » 87810 10	100721 » 100730 10
58981 » 58990 10	73651 » 73660 10	87901 » 87910 10	101061 » 101070 10
59081 » 59090 10	73711 » 73720 10	87931 » 87940 10	101181 » 101190 10
59861 » 59870 10	73801 » 73810 10	88331 » 88340 10	101261 » 101268 8
60181 » 60190 10	73931 » 73940 10	88611 » 88620 10	102311 » 102320 10
60411 » 60420 10	73971 » 73980 10	89351 » 89360 10	102737 » 102740 4
60901 » 60910 10	74071 » 74080 10	89931 » 89940 10	103311 » 103320 10
61131 » 61140 10	74611 » 74620 10	90521 » 90530 10	103470 » 1
61461 » 61470 10	74761 » 74770 10	91601 » 91610 10	103741 à 103750 10
61711 et 61712 2	75421 » 75430 10	91621 » 91640 20	104071 » 104080 10
61721 à 61730 10	75461 » 75470 10	91701 » 91710 10	104101 » 104110 10
61901 » 61910 10	75631 » 75640 10	91761 » 91770 10	104131 » 104140 10
61951 » 61960 10	75791 » 75800 10	91911 » 91920 10	105308 » 105310 3
62371 » 62380 10	76671 » 76680 10	92331 » 92340 10	105349 et 105350 2
62631 » 62640 10	76861 » 76870 10	92581 » 92590 10	106261 à 106267 7
62701 » 62710 10	76931 » 76940 10	92661 » 92670 10	106311 » 106320 10
62951 » 62960 10	77056 » 77060 5	92821 » 92830 10	106471 » 106480 10
62981 » 62990 10	77521 » 77530 10	94251 » 94260 10	106601 » 106610 10
63071 » 63080 10	77581 » 77590 10	94331 » 94340 10	106641 » 106650 10
63401 » 63410 10	77681 » 77690 10	94351 » 94360 10	106911 » 106930 20
63551 » 63560 10	78071 » 78080 10	94751 » 94760 10	107131 » 107140 10
63611 » 63620 10	78773 » 78780 8	94773 » 94780 8	107681 » 107690 10
63901 » 63910 10	78861 » 78870 10	95501 » 95510 10	107766 » 107770 5
64111 » 64120 10	79171 » 79180 10	95591 » 95610 20	108601 » 108620 20
64551 » 64560 10	80161 » 80170 10	95661 » 95670 10	109052 » 109060 9
64711 » 64720 10	80292 » 80300 9	96041 » 96050 10	110301 » 110320 20
65361 » 65370 10	80311 » 80320 10	96131 » 96140 10	112021 » 112040 20
65781 » 65790 10	80401 » 80410 10	96231 » 96240 10	112961 » 112980 20
66471 » 66480 10	80701 » 80710 10	96291 » 96300 10	113661 » 113680 20
A reporter 1970	A reporter 2401	A reporter 2854	A reporter 3307

Report 3307	Report 3618	Report 3951	Report 4291
113821 à 113840 20	125681 à 125700 20	132501 à 132520 20	144941 à 144960 20
114081 » 114100 20	125721 » 125740 20	132641 » 132660 20	146181 » 146200 20
114961 » 114980 20	126741 » 126760 20	132821 » 132840 20	146261 » 146280 20
116006 » 116020 15	127049 » 127060 12	133941 » 133960 20	146701 » 146720 20
116417 » 116420 4	127581 » 127600 20	134961 » 134980 20	147281 » 147300 20
117121 » 117140 20	128161 » 128180 20	135041 » 135060 20	147461 » 147480 20
117181 » 117200 20	128901 » 128907 7	137201 » 137220 20	147801 » 147820 20
117901 » 117920 20	129058 » 129060 3	137241 » 137260 20	148741 » 148760 20
118001 » 118020 20	129101 » 129120 20	137301 » 137320 20	149841 » 149860 20
121181 » 121200 20	129361 » 129380 20	137481 » 137500 20	149961 » 150000 40
121861 » 121880 20	130110 » 130120 11	138581 » 138600 20	150261 » 150280 20
123301 » 123320 20	130161 » 130180 20	139221 » 139240 20	150801 » 150820 20
123341 » 123360 20	131001 » 131020 20	141261 » 141280 20	152224 » 152240 17
124529 » 124540 12	131161 » 131180 20	142141 » 142160 20	152501 » 152520 20
124741 » 124760 20	131421 » 131460 40	142441 » 142460 20	—
124821 » 124840 20	131861 » 131880 20	142741 » 142760 20	Total 4588
125421 » 125440 20	132281 » 132320 40	144141 » 144160 20	—
A reporter 3618	A reporter 3951	A reporter 4291	

Ces obligations doivent être munies du coupon à l'échéance du 1^{er} mai 1958 et des coupons suivants.

Le montant des coupons qui ne seront pas présentés sera déduit du remboursement.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres ci-dessus s'effectueront :

1° au Luxembourg : à la Banque Internationale à Luxembourg et ses agences ;

2° en Belgique : à la Banque de Paris et des Pays-Bas à Bruxelles.

Naturalisations. — Par loi du 10 août 1957, la naturalisation est accordée à Madame *Kreutz* Gertrude, épouse *Bultgen* Albert, née le 2 avril 1914 à Neidenbach/Allemagne, demeurant à Luxembourg.

Cette naturalisation a été acceptée le 27 septembre 1957, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal, dressé le même jour par M. le bourgmestre de la commune de Luxembourg.

Elle sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par loi du 10 août 1957, la naturalisation est accordée à Madame *Alives* Marie-Ange, épouse *Reisen* Michel, née le 1^{er} mars 1925 à Dudelange et y demeurant.

Cette naturalisation a été acceptée le 30 septembre 1957, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal, dressé le même jour par M. le bourgmestre de la commune de Dudelange.

Elle sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

Avis. — Indigénat. — Par déclaration d'option faite le 10 janvier 1957 devant l'officier de l'état civil de la commune de Bettembourg, en conformité de l'art. 19,3 de la loi du 9 mars 1940, la dame *Zosi* Madeleine-Thérèse, épouse *Eiffes* Francis-Jean, née le 19 avril 1934 à Bettembourg, demeurant à Bettembourg, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

Naturalisations. — Par loi du 10 août 1957, la naturalisation est accordée à Monsieur Eugène-Victor *Crauser*, né le 4 mars 1903 à Peltre/Moselle, domicilié à Luxembourg.

Cette naturalisation a été acceptée le 21 septembre 1957, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal, dressé le même jour par M. le bourgmestre de la commune de Luxembourg.

Elle sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par loi du 10 août 1957, la naturalisation est accordée à Monsieur Antoine *Tavan*, né le 22 mars 1910 à Andreis/Italie, demeurant à Dudelange.

Cette naturalisation a été acceptée le 21 septembre 1957, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal, dressé le même jour par M. le bourgmestre de la commune de Dudelange.

Elle sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par loi du 10 août 1957, la naturalisation est accordée à Monsieur Oscar-Jean *Minn*, né le 7 avril 1919 à Berglicht/Allemagne, demeurant à Bettembourg.

Cette naturalisation a été acceptée le 6 septembre 1957, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal, dressé le même jour par M. le bourgmestre de la commune de Bettembourg.

Elle sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

Avis. — Jury d'examen. — Le jury d'examen pour le notariat se réunira en session ordinaire les 23 et 24 octobre 1957 dans une salle du Palais de Justice à Luxembourg pour procéder à l'examen de M. Joseph *Hoffmann* de Gilsdorf, candidat à l'examen de candidat-notaire.

L'examen écrit aura lieu le mercredi, 23 octobre, de 9 à 12 et de 15 à 18 heures.

L'épreuve orale est fixée au jeudi, 24 octobre, à 14,30 heures. — 27 septembre 1957.

Avis. — Administrations communales. — Par arrêté grand-ducal en date du 12 septembre 1957, M. Nicolas *Entringer* a été nommé aux fonctions de bourgmestre de la commune de Hespérange. — 26.9.1957.

Avis. — Conseil de revision. — Par arrêté grand-ducal du 25 septembre 1957 démission honorable de ses fonctions de membre du Conseil de revision du district de Grevenmacher a été accordée, sur sa demande, à Monsieur Arthur *Kaudy*, ancien juge de paix à Grevenmacher.

Par arrêté grand-ducal du même jour M. Jean Louis *Rob*, juge de paix à Grevenmacher, a été nommé membre du Conseil de revision du district de Grevenmacher pour la durée de trois ans. — 26 septembre 1957.

Avis. — Consuls. — Par arrêté grand-ducal du 18 avril 1957 Monsieur le Dr. Joao Maria *Bravo* a été promu Consul honoraire du Grand-Duché de Luxembourg à Lisbonne avec juridiction sur le Portugal.

Le Gouvernement du Portugal a accordé l'exequatur en date du 5 septembre 1957. — 30 septembre 1957.

Naturalisation. — Par loi du 10 août 1957, la naturalisation est accordée à Monsieur *Butroni* Jean-Georges-Joachim, né le 20 août 1927 à Luxembourg, demeurant à Gonderange.

Cette naturalisation a été acceptée le 4 octobre 1957, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal, dressé le même jour par M. le bourgmestre de la commune de Rodenbourg.

Elle sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

Agents d'assurances agréés pendant le mois de septembre 1957.

N° d'ordre	Nom et Domicile	Compagnies d'assurances	Date
1	Emile <i>Bewing</i> , Esch-sur-Alzette	La Luxembourgeoise	17. 9.57
2	Erni <i>Kolber</i> , Mullendorf	Les Compagnies d'Assurances Générales, de Paris; les Propriétaires Réunis	17. 9.57
3	Jean-Pierre <i>Martin</i> , Luxembourg	La Bâloise (Vie et Incendie); la Rotterdam	17. 9.57
4	Antoine <i>Paquet</i> , Grosbous	La Bâloise (Vie et Incendie); la Rotterdam	17. 9.57
5	André Jean <i>Peiffer</i> , Esch/Sûre	La Luxembourgeoise	17. 9.57
6	Jean <i>Schmit</i> , Kœrich	L'Union et Prévoyance	17. 9.57
7	Jean-Pierre <i>Schonnen</i> , Fingig	La Luxembourgeoise	17. 9.57
8	Emile Auguste <i>Schwachtgen</i> , Echternach	Le Foyer	17. 9.57
9	Marcelle <i>Stoffel</i> , Walferdange	La Luxembourgeoise	17. 9.57
10	Marcel <i>Thiel</i> , Belvaux	Le Phénix Français	17. 9.57

Commissions d'Agents d'Assurances annulées pendant le mois de septembre 1957.

N° d'ordre	Nom et Domicile	Compagnies d'assurances	Date
1	François <i>Conrardy</i> , Kopstal	La Luxembourgeoise	16. 9.57
2	Guillaume <i>Dalscheid</i> , Hautbellain	Le Phénix Belge	17. 9.57
3	Albert <i>Ewen</i> , Lintgen	L'Assurance Liégeoise	10. 9.57
4	Albert <i>Ewen</i> , Lintgen	La Prévoyance	26. 9.57
5	Edouard <i>Lehnen</i> , Angelsberg	L'Assurance Liégeoise	16. 9.57
6	Jean <i>Majerus</i> , Esch-sur-Alzette	Le Phénix Belge	17. 9.57
7	Nic. <i>Redinger</i> , Luxembourg	L'Union de Paris; la Nationale-Vie; la Compagnie Européenne	19. 9.57
8	Jean <i>Reuter</i> , Schieren	L'Assurance Liégeoise	16. 9.57
9	Philippe <i>Schiltz</i> , Tétange	La Luxembourgeoise	16. 9.57
10	Emile <i>Schreitmuller</i> , Weidingen	La Luxembourgeoise	17. 9.57
11	Eugène <i>Thommes</i> , Dalheim	La Société Générale d'Assurances et de Crédit Foncier	11. 9.57
12	Joseph <i>Turpel</i> , Kehmen	La Luxembourgeoise	16. 9.57

— 30 septembre 1957.

Avis. — Sociétés de secours mutuels. — Par arrêté de Monsieur le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale du 23 septembre 1957, les statuts de la Caisse de décès des Cantonniers et Chefs-cantonniers du Grand-Duché de Luxembourg ont été approuvés.

TEXTE DES STATUTS.

Kapitel I. — *Bildung und Zweck der Gesellschaft.*

Art. 1. Vom 6. November 1887 ab ist zu Luxemburg unter der Benennung « *Caisse de décès des Cantonniers et chefs-cantonniers du Grand-Duché de Luxembourg* » eine auf Gegenseitigkeit beruhende Genossenschaft errichtet, deren Bezirk alle Ortschaften des Luxemburger Landes umfaßt.

Der Verein hat zum Zweck den Witwen resp. den im Art. 25 bezeichneten bezugsberechtigten Erben beim Tode eines Mitgliedes ein Sterbegeld zu gewähren.

Kapitel II.

Art. 2. Der Verein besteht aus wirklichen Mitgliedern und Ehrenmitgliedern.

Wer als wirkliches Mitglied aufgenommen werden will, muß beim luxemburgischen Staate Strassenwärter ernannt sein.

Wärtern, welche erst nach drei vollendeten Dienstjahren oder später ihr Aufnahmegesuch einreichen, kann der Eintritt in den Verein nur unter der Bedingung gestattet werden, daß dieselben, außer der Aufnahmegebühr, alle seit ihrem Amtsantritt als Wärter von den Mitgliedern des Vereins geleisteten Beiträge nachzahlen.

Art. 3. Wirkliche Mitglieder sind diejenigen, welche nach Aufnahme gemäß Art. 6 die durch Art. 21 vorgesehene Aufnahmegebühr entrichtet haben.

Denselben wird ein mit dem Vereinsstempel und dem Datum der Aufnahme versehenes Exemplar der Statuten zugestellt.

Art. 4. Die Namen der Vereinsmitglieder werden mit Angabe des Alters, der Dienstjahre und dem Datum der Aufnahme in das Vereinsregister eingetragen.

Art. 5. Ehrenmitglieder sind diejenigen, welche durch ihre Wohltaten, ihre Ratschläge oder ihre Barzeichnungen zum Gedeihen der Gesellschaft beitragen, ohne an deren Unterstützungen Teil zu haben. Sie sind berechtigt den Sitzungen beizuwohnen.

Kapitel III. — *Aufnahme- und Ausschluss-Bedingungen.*

Art. 6. Die Aufnahme der wirklichen Mitglieder erfolgt durch den Vorstand, eventuell nach Anhören der Generalversammlung bei außergewöhnlichen Fällen.

Die Altersgrenze für die Aufnahme ist auf mindestens 21 und auf höchstens 35 Jahre festgesetzt.

Art. 7. Wer Mitglied werden will, hat an den Präsidenten des Vereins ein von ihm unterzeichnetes Aufnahmegesuch einzureichen.

Art. 8. Die Ehrenmitglieder werden durch den Verwaltungsrat, ohne Rücksicht auf Alter oder Wohnsitz aufgenommen.

Art. 9. Von rechtswegen ausgeschlossen sind die wirklichen Mitglieder, welche seit drei Monaten nach schriftlicher Aufforderung des Vereins-Kassierers ihren Beitrag nicht entrichtet haben; doch kann der Verwaltungsrat die Anwendung dieser Vorschrift aufschieben, wenn das Mitglied dies schriftlich vom Vorstande verlangt und nachweist, daß es sich ohne eigenes Verschulden im Rückstand befindet.

Diejenigen Mitglieder, welche ihre Anstellung als Strassenwärter verlieren, sind von rechtswegen aus dem Verein ausgeschlossen.

Art. 10. Aus dem Vereine einmal ausgetretene Mitglieder können wieder aufgenommen werden, wenn selbe die seit ihrem Austritt nicht geleisteten Beiträge nachzahlen.

Kapitel IV. — *Verwaltung.*

Art. 11. Die Gesellschaft wird verwaltet durch einen Verwaltungsrat, welcher aus einem Präsidenten, einem Vize-Präsidenten, einem Schriftführer, einem Kassierer und drei Verwaltungskommissaren besteht.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates üben ihr Amt unentgeltlich aus. Die Vorstandsmitglieder, die auswärts wohnen, haben Anrecht auf Vergütung ihrer Reisekosten (2. Klasse). Jedoch wird dem Schriftführer und Kassierer eine Entschädigung durch Beschluß der Generalversammlung zuerkannt.

Art. 12. Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden durch die Generalversammlung in geheimer Abstimmung mit absoluter Stimmenmehrheit in der Zusammenkunft ernannt, welche durch Art. 20 für die Rechnungsablage anberaumt ist. Sie werden unter den wirklichen Mitgliedern gewählt.

Die Neuwahl der Mitglieder des Verwaltungsrates findet, abgesehen von der Ersetzung einzelner verstorbenen oder abdankenden Mitglieder, jährlich zur Hälfte statt. Die zuerst austretende Serie wird aufgelöst. Die austretenden Mitglieder sind wieder wählbar.

Das ersetzte oder abdankende Mitglied bleibt im Amte bis zum Monat, welcher auf seine Ersetzung folgt.

Art. 13. Der Verwaltungsrat faßt seine Beschlüsse nach Stimmenmehrheit. Um beschlußfähig zu sein, müssen wenigstens vier Mitglieder anwesend sein.

Art. 14. Der Vorsitzende überwacht und sichert die Ausführung der Statuten. Er handhabt die Polizee in den Versammlungen, er unterzeichnet alle Urkunden, Beschlüsse und Beratungen und vertritt den Verein in seinem Verkehr mit den öffentlichen Behörden. Er erläßt die nötigen Anordnungen für die Zusammenkünfte des Verwaltungsrates und die Einberufung der Generalversammlung.

Art. 15. Der Vize-Präsident vertritt nötigenfalls den Präsidenten, welcher ihm alle seine Befugnisse übertragen kann; er leistet dem Präsidenten Beistand in seinen Amtsausübungen. Er wohnt der im Art. 18 angegebenen Prüfung der Rechnungen, Bücher und der Kasse zweimal im Jahre bei, nämlich der semestriellen und der letzten Jahresrevision.

Art. 16. Der Schriftführer ist betraut mit der Abfassung der Sitzungsberichte, mit der Korrespondenz, den Einberufungen und der Aufbewahrung des Archives. Er führt das durch Art. 4 vorgesehene Mitglieder-Register und legt dem Verwaltungsrat die Aufnahmege suchte und sonstige Mitteilungen vor, alles unter Aufsicht des Präsidenten.

Art. 17. Der Kassierer besorgt die Einnahmen und Auszahlungen und trägt sie in ein durch den Präsidenten mit Seitenzahl und Namenszug versehenes Kassenbuch ein. In jeder Generalversammlung legt er einen detaillierten schriftlichen Rechnungsbericht über die Finanzlage ab. Er haftet für die Gelder, die sich in der Kasse befinden. Er zahlt auf Sicht von Anweisungen, welche vom Vorsitzenden oder dem hierzu delegierten Mitgliede des Verwaltungsrates visiert sein müssen. Er übergibt den Mitgliedern bei der Aufnahme ein Exemplar der Statuten, worauf die Zahlung der Aufnahmegebühr vermerkt wird. Er bewerkstelligt die Anlage und Erhebung der Gelder bei der Sparkasse, den Ankauf von Rententitein und deren Hinterlegung bei der General-Einnahme gegen Nominativbescheinigung auf den Namen des Vereins, auf Grund einer vom Präsidenten und einem durch den Verwaltungsrat hiermit betrauten Mitgliede unterzeichneten Anweisung, worin die gesetzmässig zu hinterlegende Summe angegeben ist.

Art. 18. Die Verwaltungskommissäre haben die Kassenoperationen zu überwachen, alle Rechnungen und Bücher, sowie die Rechnungsberichte des Kassierers genau zu prüfen, und wenigstens einmal im Semester des Jahres die Kasse zu revidieren.

Dieselben fertigen einen Bericht aus, welcher in der nächsten Generalversammlung verlesen wird.

Sie haben ausserdem das Abstimmungsgeschäft zu überwachen und für Aufrechterhaltung der Ordnung in den Sitzungen zu sorgen. Die eingegangenen Erkundigungen teilen sie in den Sitzungen des Verwaltungsrates mit.

Art. 19. Der Verwaltungsrat tritt bei Einberufung durch den Präsidenten zusammen.

Derselbe stellt das Reglement über die Polizei in seinen Sitzungen, über die innere Ordnung u. s. w. auf.

Art. 20. Der Verein tritt periodisch nach Maßgabe der jeweiligen Bedürfnisse zusammen.

Zur Abfassung gültiger Beschlüsse der Versammlungen ist die Anwesenheit von zwanzig Mitgliedern erforderlich. Eine zweite neu einberufene Versammlung ist über eine schon vorgelegte Tagesordnung in allen Fällen beschlußfähig.

Außer diesen Zusammenkünften wird jedes Jahr eine Generalversammlung abgehalten, welche speziell für die Ablage und Prüfung der Rechnungen und die Erörterung der den Verein interessierenden Fragen bestimmt ist; sie findet statt im Januar.

In der Generalversammlung des Monats Januar legt der Verwaltungsrat Rechnung ab über seine Amtstätigkeit, die gesamten Geschäfte des letztvergangenen Jahres und über die am 31. Dezember abgeschlossene Finanzlage. Diese Rechnungsablage wird 8 Tage vor der Versammlung den Mitgliedern schriftlich gedruckt, oder durch Anschlag mitgeteilt.

Nach Gutheissen dieser Rechnungsablage schreitet die Versammlung zur gänzlichen oder teilweisen Neuwahl des Verwaltungsrates und zur Ersetzung der abdankenden oder verstorbenen Mitglieder. Der Vorsitzende kann außerdem die Generalversammlung entweder eigenmächtig oder auf Verlangen des Verwaltungsrates, oder auf ein von 20 wirklichen Mitgliedern unterzeichnetes und die Gegenstände der Tagesordnung enthaltendes Ersuchen einberufen.

Jede Einberufung der Mitglieder zu einer außerordentlichen Generalversammlung muß einem jeden derselben wenigstens fünf Tage vor dem für die Versammlung anberaumten Tage schriftlich angezeigt werden.

Kapitel V. — Verpflichtungen der Mitglieder gegen die Gesellschaft.

Art. 21. Die wirklichen Mitglieder haben bei ihrem Eintritt eine Aufnahmegebühr von zwanzig Franken zu entrichten. Die Zahlung dieser Gebühr muß spätestens drei Monate nach der Aufnahme erfolgt sein.

Art. 22. Des weiteren verpflichten sich die Mitglieder:

1. einen jährlichen Beitrag von fünfundsiebzig Franken zu zahlen ;
2. einen außergewöhnlichen Beitrag von zehn Franken bei jedem Sterbefall zu zahlen, sobald der Ueberschuß der Gelder über den Reservefonds von 15.000 Franken zur Auszahlung der Sterbegeldsumme nicht hinreicht, d.h., wenn der Reservefonds unter 15.000 Franken heruntersinken soll;
3. sich allen durch die Statuten festgesetzten Bestimmungen und Beschlüssen der Generalversammlungen zu unterwerfen ;
4. die Funktionen, die ihnen von dem Verwaltungsrat oder der Versammlung übertragen werden, auszuüben.

Die Generalversammlung bestimmt die Art der Beitragserhebung. Dem Mitglied steht es frei, seine Beiträge auf eine beliebige Zeit im Voraus zu leisten.

Kapitel VI. — *Verpflichtungen der Gesellschaft gegen ihre Mitglieder.*

Art. 23. Um Anrecht auf die Vorteile des Vereins zu haben, muß das Mitglied seine fälligen Beiträge vollständig beglichen haben.

Art. 24. Das Mitglied hat sofort nach Zahlung der Aufnahmegebühr Anspruch auf die Vorteile des Vereins.

Art. 25. Das Sterbegeld ist ab 1. Januar 1948 für die der Kasse bereits angehörnden Mitglieder bzw. für die neueintretenden Mitglieder auf einheitlich 3.000 Franken festgesetzt.

Nach dem Tode des Gatten kann die Witwe noch Mitglied des Vereins bleiben, damit sie ihrer Rechte bei der «Caisse chirurgicale» nicht verlustig wird. Dieserhalb ist ein jährlicher Beitrag von 30 Franken zu zahlen. Es wird jedoch kein Sterbegeld an die Erben der Witwe gezahlt.

Die Auszahlung des Sterbegeldes erfolgt gleich nach dem Todesfalle und haben die Interessenten zu dem Zwecke einen vom Bürgermeister ausgestellten Sterbeakt mit Angabe der empfangsberechtigten Erben an den Präsidenten des Vereins einzusenden.

Als empfangsberechtigte Erben werden nur angesehen : die Witwe, die Kinder, Geschwister und Eltern des Verstorbenen, sowie die gesetzlichen Erben.

Diejenige Person welche das Sterbegeld in Empfang nimmt und hierfür quittiert, hält sich stark für die übrigen Erbberechtigten und hat sich mit diesen über den ihnen zukommenden Teil zu verständigen sowie denselben auszuzahlen.

Kapitel VII. — *Das Gesellschaftskapital und seine Anlage.*

Art. 26. Das Gesellschaftskapital besteht aus :

1. den Einzahlungen der wirklichen Mitglieder ;
2. den Eintrittsgeldern ;
3. den freiwilligen Beiträgen der Ehrenmitglieder ;
4. den Privatschenkungen oder Vermächtnissen ;
5. den Staats-oder Gemeindegewinnzuschüssen ;
6. den Zinsen der angelegten Kapitalien.

Art. 27. Der Verein besitzt einen Reservefonds von wenigstens 15.000 Franken.

Die außergewöhnlichen Einnahmen können zum Reservefonds hinzugefügt werden, falls die Geber nicht anders bestimmen.

Der Ueberschuß an gewöhnlichen Einnahmen kann ebenfalls dem Reservefonds beigefügt werden.

Der also gebildete Reservefonds darf nur mit Zustimmung des Vereins und gemäß einem Votum der Generalversammlung angegriffen werden. Der Verkauf von Rententiteln oder die Erhebung hinterlegter Gelder, welche zu diesem Reservefonds gehören, müssen durch den Verwaltungsrat gutgeheissen werden, dessen Entscheidung von allen anwesenden Mitgliedern zu unterschreiben ist.

Art. 28. Wenn über 1000 Franken Vereinsgelder sich in der Kasse befinden, so ist der Ueberschuß unverzüglich entweder an die Staatssparkasse abzuführen, oder je nach Erachten des Verwaltungsrates, dem Gesetze gemäß und wie es für die Gesellschaftsinteressen am erspriesslichsten ist, anzulegen, sei es in Luxemburger Staatsrente, sei es, mit Genehmigung der Regierung, in anderen öffentlichen Wertpapieren oder Obligationen von Gemeindegewinnanleihen. Vorkommenden Falls werden die Obligationen, sowie sie angekauft werden, bei der Generaleinnahme hinterlegt. Ueber die Hinterlegung der luxemburgischen Staatsschuldentitel wird eine Erklärung gegen eine auf den Namen des Vereins lautende Bescheinigung aufgenommen.

Art. 29. Die Vereinsgelder dürfen in keinem Fall zu einem andern als dem ausdrücklich in den Statuten angewiesenen Zweck verwendet werden.

Kapitel VIII. — *Statut-Abänderung. — Auflösung und Liquidierung. Schlichtung etwaiger Streitsachen.*

Art. 30. Jeder Antrag auf Abänderung der Statuten oder Reglements muß dem Verwaltungsrat unterbreitet werden, welcher bestimmt, ob demselben Folge zu geben ist oder nicht. Eine Statutenänderung ist nur durch eine Generalversammlung zulässig, welche wenigstens einen Monat im voraus, eigens zu diesem Zweck, durch schriftliche oder gedruckte Briefe an jedes einzelne Mitglied oder durch Anschlag, mit ausdrücklicher Angabe der Tagesordnung zusammenberufen sein muß.

Die Beschlüsse dieser Versammlung müssen, um gültig zu sein, mit einer drei Viertel Mehrheit der anwesenden Mitglieder gefaßt und von der Regierung in der Form genehmigt werden, welche durch Art. 2 des Großherzoglichen Beschlusses vom 22. Juli 1891 (Reglement über die auf Gegenseitigkeit beruhenden Hilfskassen) vorgeschrieben sind.

Art. 31. Der Verein kann sich eigenmächtig nur bei erwiesener Unzulänglichkeit seiner Mittel auflösen. Die Auflösung kann nur in einer speziell zu diesem Zweck wenigstens schon zwei Monate im voraus durch Einzelbriefe mit ausdrücklicher Angabe der Tagesordnung einberufenen Versammlung beschlossen werden, in welcher wenigstens drei Viertel der stimmberechtigten Mitglieder zugegen sein müssen.

Dieser Beschluß kann nur erfolgen, nachdem dieselbe Generalversammlung über die eventuelle Beschaffung neuer Hilfsmittel beratschlagt hat und muß mit wenigstens drei Viertel der Stimmen der anwesenden Mitglieder gefaßt sein.

Die Auflösung ist nur mit Gutheißung der Oberbehörde gültig.

Im Falle der Auflösung wird die Liquidierung zufolge den Bestimmungen des Art. 9 des Großh. Beschlusses vom 22. Juli 1891 bewerkstelligt.

Art. 32. Alle Schwierigkeiten oder Zwistigkeiten, welche im Schoße des Vereins, entweder zwischen Mitgliedern oder zwischen Mitgliedern einer- und dem Verwaltungsrat andererseits entstehen, werden immer durch zwei von den beteiligten Parteien zu ernennende Schiedsrichter geschlichtet. Unterläßt eine der Parteien diese Ernennung, so kann der Vorsitzende des Vereins dieselbe vornehmen.

Sind die beiden Schiedsrichter geteilter Ansicht, so ziehen sie, oder in ihrer Ermangelung der Präsident, einen Dritten zu, welcher zu entscheiden hat und dessen Entscheidung endgültig ist.

Ist der Verein als solcher bei der Streitfrage interessiert, so hat, statt des Vorsitzenden des Vereins, der Präsident der höheren Kommission zur Förderung der auf Gegenseitigkeit beruhenden Hilfskassen die in den beiden vorstehenden Abschnitten vorgesehenen Schiedsrichter und dritten Schiedsrichter zu ernennen.

Avis. — Caisse d'Épargne de l'État. — Perte de livrets d'épargne. — Les livrets énumérés ci-après ont été déclarés perdus : Nos 51987 — 53459 — 300988 — 519405 — 611924 — 630215 — 802133.

Les détenteurs desdits livrets d'épargne sont invités à les présenter endéans les quinze jours, soit au Bureau Central à Luxembourg, soit à l'une des agences de la Caisse d'Épargne de l'État pour faire valoir leurs droits.

Aucun remboursement ne peut avoir lieu sur les livrets en question. — 2 octobre 1957.

Avis. — Caisse d'Épargne de l'État. — *Annulation de livrets perdus.* — Par décision du 2 octobre 1957 Monsieur le Ministre des Finances a annulé les livrets : N^{os} 504235 — 783843.
De nouveaux livrets ont été remis aux déposants. — 2 octobre 1957.

Avis. — Juges d'instruction. — Par arrêté grand-ducal du 25 septembre 1957 Messieurs Lucien *Lehmertz* et Nicolas *Wolff*, Juges au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, ont été nommés Juges d'instruction près le même tribunal pour une période de trois ans. — 25 septembre 1957.

Avis. — Juges-commissaires aux ordres. — Par arrêté grand-ducal du 25 septembre 1957 le mandat de Monsieur Jean-Pierre *Zeimes*, Juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, comme juge-commissaire aux ordres près ce même tribunal, a été renouvelé pour le terme d'un an.

Par le même arrêté grand-ducal Monsieur Camille *Biever*, Juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, a été nommé juge-commissaire aux ordres près ce même tribunal pour la durée d'un an avec effet à partir du 15 septembre 1957. — 25 septembre 1957.

Avis. — Greffiers. — Par arrêté grand-ducal du 25 septembre 1957 démission honorable de ses fonctions a été accordée pour cause de limite d'âge à partir du 7 octobre 1957 à Monsieur Joseph *Vezzani*, greffier à la Cour Supérieure de Justice de Luxembourg, avec faculté de faire valoir ses droits à la pension.

Par le même arrêté grand-ducal le titre honorifique de ses fonctions a été accordé à M. *Vezzani*.

Par arrêté grand-ducal du 25 septembre 1957 Monsieur Emile *Thoss*, greffier-adjoint près la Cour Supérieure de Justice à Luxembourg, a été nommé greffier près la même Cour avec effet à partir du 7 octobre 1957. — 25 septembre 1957.

— Par arrêté grand-ducal du 25 septembre 1957 démission honorable de ses fonctions a été accordée pour cause de limite d'âge à partir du 15 octobre 1957 à Monsieur Alphonse *Karger*, greffier au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, avec faculté de faire valoir ses droits à la pension.

Par le même arrêté grand-ducal le titre honorifique de ses fonctions a été accordé à M. *Karger*.

Par arrêté grand-ducal du 25 septembre 1957 Monsieur Henri *Werthesen*, greffier-adjoint au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, a été nommé greffier au même tribunal avec effet à partir du 15 octobre 1957. — 25 septembre 1957.

Avis. — Greffiers. — Par arrêté grand-ducal du 25 septembre 1957 Monsieur Jean *Reckinger*, greffier à la Justice de paix du canton de Diekirch, a été nommé greffier-adjoint à la Justice de paix du canton d'Esch-sur-Alzette. — 25 septembre 1957.

Avis. — Greffes et Parquets. — Par arrêté grand-ducal du 25 septembre 1957 Monsieur Nicolas *Hamen*, commis-rédacteur au Parquet de la Cour Supérieure de Justice à Luxembourg, a été nommé greffier à la Justice de paix du canton de Diekirch.

Par le même arrêté grand-ducal Monsieur Martin *Bache*, commis-rédacteur au Parquet de Diekirch, a été nommé greffier-adjoint au Tribunal d'arrondissement de Diekirch.

Par le même arrêté grand-ducal Monsieur Jean *Lahr*, commis-rédacteur au Parquet de la Cour Supérieure de Justice à Luxembourg, a été nommé greffier à la Justice de paix du canton de Grevenmacher.

Par le même arrêté grand-ducal Monsieur Léon *Roth*, commis-rédacteur au Parquet de la Cour Supérieure de Justice à Luxembourg, a été nommé greffier à la Justice de paix du canton de Mersch.

Par le même arrêté grand-ducal Monsieur Pierre *Bertemes*, commis-rédacteur au Parquet de la Cour Supérieure de Justice à Luxembourg, a été nommé greffier à la Justice de paix du canton de Capellen.

Par le même arrêté grand-ducal Monsieur Jacques *Mouris*, commis-rédacteur au Parquet de la Cour Supérieure de Justice à Luxembourg, a été nommé secrétaire-adjoint au Parquet de Luxembourg.

— 25 septembre 1957.

Avis. — Parquet. — Par arrêté grand-ducal du 25 septembre 1957, Messieurs Emile *Ries*, greffier à la Justice de paix de Capellen, Ernest *Ney*, commis-rédacteur au Parquet de la Cour Supérieure de Justice et Edouard *Kuhn*, commis-rédacteur au Parquet de la Cour Supérieure de Justice, ont été nommés secrétaires adjoints au Parquet de la Cour Supérieure de Justice à Luxembourg. — 25 septembre 1957.

Avis. — Règlements communaux. — En séance du 24 mai 1957, le conseil communal de *Steinsel* a pris une délibération portant nouvelle fixation de la taxe à percevoir par cette commune du chef du transport des morts à partir du 1^{er} janvier 1957.

Ladite délibération a été approuvée par arrêté grand-ducal du 20 septembre 1957 et publiée en due forme. — 24 septembre 1957.

— En séance du 25 mars 1957, le conseil communal de *Steinsel* a pris une délibération portant nouvelle fixation de la taxe à percevoir à partir du 1^{er} avril 1957 à l'occasion des déclarations d'arrivée et de départ à faire par les étrangers en exécution du règlement relatif à la tenue des registres de la population et aux changements de domicile.

Ladite délibération a été approuvée par arrêté grand-ducal du 20 septembre 1957 et publiée en due forme. — 24 septembre 1957.

— En séance du 17 juillet 1957, le conseil communal de *Hosingen* a pris une délibération portant fixation de la taxe de raccordement à la conduite d'eau d'Eisenbach et des taxes de location des compteurs d'eau et des taxes d'eau à percevoir sur les abonnés des conduites d'eau d'Eisenbach et de Rodershausen.

Ladite délibération a été approuvée par arrêté grand-ducal du 18 septembre 1957 en ce qui concerne la taxe de raccordement et par décision ministériel du 24 septembre 1957 en ce qui concerne les taxes d'eau et de location des compteurs d'eau. — 24 septembre 1957.

— En séance du 17 juillet 1957, le conseil communal de *Hosingen* a édicté un règlement concernant le cimetière de Wahlhausen.

Ledit règlement a été approuvé par arrêté grand-ducal du 18 septembre 1957 et publié en due forme. — 24 septembre 1957.

— En séance du 30 avril 1957, le conseil communal de *Lenningen* a édicté un règlement concernant la circulation sur les voies publiques de cette commune.

Ledit règlement a été approuvé par décisions de MM. les Ministres des Transports et de l'Intérieur en dates des 28 et 29 août 1957 et publié en due forme. — 27 septembre 1957.

— En séance du 26 juillet 1957, le conseil communal de *Lorentzweiler* a pris une délibération portant nouvelle fixation des taxes à percevoir du chef du transport des morts.

Ladite délibération a été approuvée par arrêté grand-ducal du 22 août 1957 et publiée en due forme. — 28 septembre 1957.

Emprunts communaux. — Tirages d'obligations.

Communes et sections intéressées.	Désignation de l'emprunt	Date de l'échéance.	Valeur nominale.	Numéros sortis.	Caisse chargée du remboursement
Steinfort	4% 1919 150.000 fr.	1.8.1957	500 fr.	29, 55, 64, 82, 87, 89, 96, 117, 122, 139, 172, 183, 243, 282,	Banque Internationale à Luxembourg
Syndicat des TICE	1.850.000 fr. de 1937, à 4%	1.8.1957	1.000 fr. + 25%	44, 57, 67, 86, 98, 99, 157, 158, 159, 160, 164, 172, 179, 182, 192, 194, 231, 234, 236, 243, 271, 351, 393, 417, 454, 472, 473, 474, 475, 476, 478, 479, 480, 481, 482, 499, 519, 520, 539, 540, 541, 544, 579, 580, 618, 620, 623, 668, 676, 688, 700, 772, 798, 814, 827, 828. 886, 918, 938, 950, 952, 986, 990, 998, 999, 1000, 1045, 1046, 1048, 1052, 1071, 1090, 1091, 1121, 1159, 1196, 1257, 1258, 1259, 1260, 1261, 1264, 1274, 1279, 1293, 1309, 1315, 1322, 1323, 1333, 1356, 1363, 1364, 1399, 1459, 1498, 1517, 1550, 1558, 1567, 1584, 1684, 1689, 1692, 1698, 1699, 1707, 1715, 1716, 1722, 1726, 1729, 1742, 1747, 1748, 1749, 1751, 1752, 1757, 1758, 1773, 1774, 1775, 1778, 1798, 1810, 1826, 1844, 1845, 1846, 1847.	Banque Générale du Luxembourg et Banque Internationale à Luxembourg